

15 juin 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'envoi de la Force de réaction rapide en Yougoslavie, la libération des otages et la reprise des essais nucléaires à Mururoa, New York le 15 juin 1995.

Mesdames,

- Messieurs,

- D'abord un mot d'excuse pour le retard, mais j'ai eu la joie d'un entretien avec le secrétaire général, qui est pour moi un ami, et naturellement cela a été plus long que prévu.

- Nous avons évoqué les principaux problèmes que vous imaginez, mais plus particulièrement, naturellement, ce qui touche à l'ex-Yougoslavie et la Bosnie d'une part, et d'autre part tout ce qui touche à l'aide au développement dans le monde et j'ai fait part au secrétaire général de mon inquiétude au sujet d'un certain désengagement de grands pays sur le plan de l'aide au développement. Je suis prêt à répondre à quelques questions.

- QUESTION.- Des mouvements de troupe se déroulent actuellement autour de Sarajevo. Est-ce que de tels développements seraient susceptibles de remettre en cause le statut, voire la justification de la force de réaction rapide ?

- LE PRESIDENT.- La mise en place de la force de réaction rapide se fera et est en train de se faire, et des difficultés supplémentaires ne sont pas de nature à remettre en cause cette décision. En revanche, nous n'avons pas d'informations vraiment précises sur ces problèmes, ou plus exactement les informations dont nous disposons sont contradictoires. Je pense qu'une initiative offensive de la part des forces bosniaques serait une grave erreur et ferait courir à tout le monde les plus grands dangers.\

QUESTION.- Les gouvernements et les Eglises du Pacifique Sud ont manifesté leur condamnation de la décision de la France de reprendre les essais nucléaires. Que répondez-vous à l'objection suivante : si ces essais sont tellement inoffensifs et sans danger pourquoi ne pas les faire en France ?

- LE PRESIDENT.- J'ai le plus grand respect, naturellement, à la fois pour les gouvernements de cette région que j'aime beaucoup et où j'ai beaucoup d'amis, et bien entendu, le plus grand respect pour les Eglises.

- Alors, sur l'idée de les faire en France, je voudrais vous indiquer que l'on n'improvise pas des essais. Cela suppose une organisation technique extrêmement importante et très longue à mettre en place. Cette organisation nous l'avons à Mururoa, nous ne l'avons pas dans la région parisienne. Deuxièmement, je me permets de vous faire remarquer que nous faisons nos essais en France, parce que Mururoa et d'ailleurs la Polynésie sont des territoires français. Alors, dernier point, j'ai indiqué que nous étions prêts à accepter la présence des personnalités compétentes, scientifiques, pour venir constater sur place, ce qui a d'ailleurs déjà été fait dans le passé, notamment à l'occasion d'un rapport fait par un grand savant néo-zélandais, qu'il n'y a strictement aucune conséquence écologique des essais que nous faisons à Mururoa.\

LE PRESIDENT.- Maintenant un francophone, vous savez qu'ici il y a un statut linguistique d'égalité entre le français et l'anglais.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous pourriez nous dire si vous repartez à Paris

avec l'assurance que le Conseil de sécurité va voter très vite, et quand, une résolution permettant la force d'action rapide d'entrer en vigueur de façon formelle, en dépit d'ailleurs de l'opposition du Congrès américain et deuxièmement, est-ce que vous seriez d'accord pour qu'il y ait un échange des derniers casques bleus, otages des Serbes, comme ils l'ont demandé contre quatre Serbes qui sont retenus prisonniers depuis l'attaque du pont ? Est-ce qu'il y a un marchandage possible, ou quelle est votre position sur ce point ?

- LE PRESIDENT.- Sur le deuxième point, il va de soi que lorsque la totalité des prisonniers, ils sont encore quatorze, et lorsque les cinquante-neuf Français, qui sont actuellement non pas prisonniers mais qui n'ont pas la liberté de mouvement, auront tous retrouvé leur liberté de mouvement, il va de soi qu'avec l'accord du secrétaire général des Nations unies, les quatre Serbes que nous avons fait prisonniers seront immédiatement libérés. Et pour dire la vérité, j'espère que tout cela devrait se passer dans les heures qui viennent ou en tous les cas dans les quarante-huit heures qui viennent. Sur le premier point il ne m'appartient pas de préjuger de la position du Conseil de Sécurité, mais j'ai eu hier des entretiens, non seulement avec le président Clinton et M. Warren Christopher, mais également avec le Sénateur Dole et M. Gingrich. J'ai le sentiment, qui sera confirmé, je l'espère, cet après-midi, que le vote de la résolution pourrait intervenir aujourd'hui et en tout les cas c'est un espoir sinon une certitude.

LE PRESIDENT.- Alors la dernière question m'impose, au nom de la courtoisie, de donner la parole à un anglophone et à une dame.

- QUESTION.- Monsieur le Président, en ce qui concerne l'Irak, on nous dit qu'il y aurait un danger, une menace, que l'Irak dans la mesure où on ne reconnaîtrait plus, ou on ne continuerait à ne pas reconnaître plus exactement les efforts que l'Irak a déjà faits, la menace étant que l'Irak cesserait de coopérer avec la Commission de M. Ekeus. Alors je voudrais vous demander, monsieur le Président, premièrement est-ce que vous prenez cette menace au sérieux, deuxièmement qu'est-ce que vous comptez faire à ce sujet ? Et troisièmement est-ce que vous avez pu, dans vos contacts avec les autorités américaines, combler le fossé qui semblait exister entre les positions américaines et françaises à cet égard ?

- LE PRESIDENT.- Je ne parlerai pas de fossé. Je voudrais simplement dire que la France est très attentive à ce que les résolutions de l'ONU soient appliquées par l'Irak et que la mission de M. Ekeus puisse se dérouler conformément à ces résolutions et nous ne bougeons pas de cette position.